PrÉsidence

de la Paris, le 20 octobre 2014

République

NOTE

 à Monsieur le Président de la République

 ----

s/c de Monsieur le Secrétaire General

***Objet : Questions d’actualité SIG - 20 octobre***

1. **Allocations familiales : l’opinion tient**
* **66% des Français se disent « *favorables* » à la mesure proposée** (détaillée avec les seuils dans la question). Il n’y a pas de clivage sociologique : toutes les CSP approuvent avec des scores proches.

En revanche **un début de « politisation » du jugement apparaît**, même si le soutien reste toujours majoritaire : 73% à gauche, 56% à l’UMP, 62% au Front national.

* **Trois risques d’opinion** sont identifiables pour la suite :
* **Un décrochage des sympathisants de droite**, si la mesure n’est plus jugée sur ses mérites propres mais comme étant « celle du gouvernement » (cf. évolution de l’opinion sur la réforme territoriale).
* ***Rappeler dans le débat les déclarations passées de dirigeants de droite*** *favorables à la modulation (A. Juppé, B. Le Maire, …) pourrait ralentir cet effritement.*
* **Le sentiment d’une double peine**, si ces mesures sont vues comme s’ajoutant et non se substituant à celles initialement envisagées. Or la couverture médiatique concernant l’abandon de la réduction de la prime de naissance du 2ème enfant ou le maintien de la majoration à partir de 14 ans étant passée au second plan, il est probable que l’opinion n’ait pas retenu ces gestes.
* ***Davantage de communication sur le maintien de ces mesures*** *(sous l’angle de l’égalité ?) pourrait sans doute limiter le risque.*
* **Le sentiment que l’on donne toujours aux mêmes au détriment des classes moyennes** - avec, un lien qui sera fait dans certaines franges de l’opinion entre familles nombreuses démunies et immigration.
* *Il paraît utile de* ***justifier avant tout le principe de justice de cette mesure en soulignant qu’il s’agit de demander plus à ceux qui le peuvent****, plutôt que de donner plus aux plus démunis.*
1. **Les mesures Macron approuvées**
* **78% des Français se disent favorables à la mesure concernant le travail du dimanche** (détaillée dans la question). L’approbation **transcende les clivages partisans** : 60% des électeurs de la majorité et 86% de ceux de la droite gouvernementale ; mais aussi **60% des sympathisants Front de gauche** et **83% des sympathisants Front national**.
* **59% pensent que cela « *va permettre de favoriser l’emploi et l’activité économique* »**, raison sans doute principale du soutien à cette mesure. Là encore tous les électorats sont majoritaires - à l’exception de celui de JL. Mélenchon, mais de bien peu : 45% jugent cette mesure efficace pour l’emploi et l’activité.

A noter qu’un sondage Opinionway publié vendredi donnait les mêmes résultats, avec une question un peu plus large (qui incluait non seulement le travail du dimanche mais aussi les professions réglementées).

**Les marges pour pousser le curseur plus loin semblent en revanche limitées** : 52% des Français seraient favorables à « *aller plus loin [que cette mesure] pour permettre l’ouverture des magasins le dimanche* », mais seulement 42% des électeurs de F. Hollande et 43% de ceux de JL. Mélenchon.

* **Le développement des transports en autocar est également jugé utile pour « *favoriser l’emploi et l’activité économique* » par 55% des Français et pour « *aider le pouvoir d’achat des plus modestes* » par 54%.** Il y a à ce stade très peu de clivages sociologiques ou politiques (même si les CSP- semblent légèrement plus favorables ; mais les habitants des communes rurales légèrement plus défavorables - paradoxalement).
1. **Les suppressions de poste dans l’armée en revanche mal jugée**
* **77% des Français se disent opposés à la « *suppression des 34 000 postes d’ici 2019, dont 7 500 en 2015* »**, la question, volontairement dure, précisant que cela « *aura pour conséquence la fermeture de plusieurs bases militaires* ». Les sympathisants de la majorité sont les seuls à être un peu moins sévères, avec 66% de désapprobation contre 33% de soutien. Les électeurs de N. Sarkozy sont 80% à s’y opposer, ceux de M. Le Pen 92%.
* **Les raisons de cette opposition tiennent à ce que la suppression d’activité induite par la fermeture des bases est très bien perçue** (91% pensent que cela « *va avoir des conséquences négatives sur la situation économique des villes dans lesquelles des bases militaires seront fermées* »), **alors que les Français ne croient pas que cela va permettre des économies** (35% seulement pensent que ces fermetures vont « *vraiment réduire les dépenses de l’Etat* »).

Reste que, **lorsque l’on demande aux Français où couper pour faire des économies, la défense continue à arriver parmi les premières réponses**. Mais notre crédibilité générale à faire des économies n’est pas encore assez solide pour contrebalancer en partie le mouvement initial de refus des mesures de restrictions.

 Adrien ABECASSIS